

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

## Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9<sup>me</sup> ANNEE — N° 105

31 mai - 13 juin 1971

LE NUMERO :

0,50 F - 5 F. B.

## LA GREVE RENAULT

### Quand le chien de garde lèche le fouet cinglant du maître

Il est des situations politiques ou sociales où les pires opportunistes sont contraints d'avouer la vérité. Tous les dirigeants syndicaux sans exception ont tremblé à l'idée que la grève des O. S. de Renault pourrait déclencher une vague d'agitations dans tout le pays. Si la C.G.T. a le plus vigoureux exorcisme le spectre de mai-juin 1968, c'est parce qu'elle a les responsabilités majeures à l'égard du capitalisme : la centrale de M. Séguéy n'est pas l'organisation ouvrière qui lutte contre l'exploiteur, c'est celle qui a sa confiance pour faire accepter l'exploitation à ses victimes.

En cas de crise politique du type de celle de 1968, la même solution de reconduction de l'équipe gaulliste ne suffirait pas. M. Séguéy sait fort bien que ses petits camarades du P.C.F. sont les candidats légitimes à la relève, les seuls capables, en cas de faillite du gouvernement en place, de remettre le prolétariat au travail, grâce au mythe de la « démocratie renouée ». Or, comme le dit toujours M. Séguéy, de cette relève, « les conditions ne sont pas réunies ». Alors, pour les partisans des voies parlementaires du socialisme, c'est le vide, l'inconnu, « l'aventure », dont le secrétaire général de la C.G.T. agite l'épouvantail auprès de ceux qui veulent bien (ou même ne veulent pas) l'entendre.

En clair, la C.G.T. craint que le régime post-gaulliste craque, que la gauche démocratique soit incapable d'en prendre le relais, que les ouvriers soient lancés à fond dans une action revendicative, peut-être, qui sait, jusqu'à la mise en cause de tout le système social. Vérification : l'autre compère de la « plus large » union mort-née de cette gauche démocratique, Mitterrand, s'écrie lui aussi : « un nouveau Mai serait une catastrophe. » Ces gens savent fort bien effrayer les ouvriers par l'évocation de leurs propres forces qu'ils ne sont pas sûrs de pouvoir une fois de plus dérouter.

Personne n'avoue mieux ce rôle odieux que ceux qui le tiennent. Ecoutez donc Séguéy implorer les bourgeois de ne pas le mettre, lui, sa centrale, son parti, dans cette position difficile : « Certains esprits réactionnaires — déclare-t-il — lors du congrès des textiles, le 18 mai - angoissés par l'es-sor des luttes de la classe ouvrière, agrandissent le spectre du désordre pour justifier à l'avance d'éventuelles mesures autoritaires ». Quand la classe ouvrière en-court des coups, ce qui compte c'est de montrer qu'ils ne sont pas « justifiés » ! C'est la façon la plus perfide de lécher les bottes des bourgeois en prétendant défendre le « bon droit » des ouvriers : elle tend à persuader ces derniers qu'ils sont en faute lorsqu'ils défendent leurs conditions de vie et de travail, et provoquent ainsi d'inévitables « désordres ».

La presse à gages des capitalistes, qui sait fort bien que plus le capital fustige l'opportunisme plus il est servile à son égard, s'en donne à cœur joie et cravache de plus belle son

fidèle serviteur. L'U. D. R. et tous les « godillots » disponibles sortent leur grand jeu, crient à la catastrophe, dénoncent la « minorité communiste totalitaire » et la « querelle politique » qu'elle cherche « au pays ». "Le Figaro" assimile les grèves à la frénésie érotique... Et Séguéy, de se mettre toujours plus à plat ventre, de protester que lui et ses amis sont « prêts à chercher les solutions par la voie normale » de la négociation. « Il faut être capable d'une perfidie peu commune — dit-il — pour assimiler les travailleurs et leurs organisations aux fauteurs de troubles et de désordre ».

En tout cas, pour un dirigeant ouvrier, il faut un cynisme « peu commun » pour appeler « troubles et désordre » la riposte légitime des O. S. de Plins qui disputaient à la maîtrise l'occupation de l'usine pour tenter de sauver leur grève ! Et un culot peu banal pour déclarer : « Tout le monde sait avec quelle fermeté, en mai 1968 et depuis en toute circonstance, la C. G. T. a réagi à toute tentative d'entraîner la classe ouvrière dans de sombres aventures ». Ces « sombres aventures », ce sont, tout simplement, les innombrables grèves que la C. G. T. se vante d'avoir fait avorter !

Mais M. Séguéy continue : « Nous sommes étrangers au culte de la violence et du désordre, mais nous ne voulons pas d'un ordre fondé sur l'injustice sociale et l'exploitation des travailleurs (...). Si le gouvernement et le patronat ont réellement la volonté de détendre la situation, ils doivent le prouver en acceptant de négocier ».

Et si le patronat, M. Séguéy, confiant dans votre « fermeté »... anti-grève, se refuse aux « légitimes revendications » que vous lui menez ? Si le maintien de son « ordre », aussi injuste soit-il, lui impose l'intransigeance ? Et si, enfin, le prolétariat, face à une bourgeoisie qui ne peut plus rien lui céder, ne veut plus, lui, supporter davantage sa misère ? Il faudra bien qu'il vous passe par-dessus le corps, vous et vos semblables. Cette voie est peut-être longue encore, mais elle est tracée. Et l'histoire de toutes les révolutions passées est là pour rappeler avec quelle fermeté elles savent chasser les chiens de garde d'un régime honni !

## De Rocard la canaille et des tacticiens trotskistes

Sans doute parce qu'elle sait qu'il est impossible à l'ensemble de ses politiciens d'acquérir une réputation de probité même bourgeoise, la classe dominante se réserve de temps en temps un homme « propre » pour les heures de grand péril. Longtemps dévolu au buveur de lait Mendès-France qui se fit une réputation de pacifiste en coupant le Vietnam en deux, ce rôle semble devoir échoir maintenant à M. Michel Rocard.

### Monsieur Rocard

Lui a choisi de donner plutôt dans le genre moderne et fringant. Qui ne se souvient du débat politique qui le vit jaser avec E. Faure ? Ce jour-là, Rocard passait pour ainsi dire un examen devant la bourgeoisie, et nous sommes sûrs qu'il fut reçu. Devant le « président » libéral, Rocard s'excusa, fit des ronds de jambe et refusa décidément de dire à son compère s'il se résoudrait à violer la loi républicaine pour la prise du pouvoir. En agissant ainsi Rocard faisait coup double : aux yeux de l'adhérent moyen du P.S.U., il faisait figure de chef habile et rusé. Mais les bourgeois intelligents du type d'E. Faure virent dans cette attitude exactement ce qu'il fallait y voir : un signe de connivence.

Cela ne suffit pas encore aux yeux du secrétaire national ; il veut à tout prix rassurer son monde et a déjà donné d'autres gages à la bourgeoisie : c'est tout simple, il est partisan de la défense nationale. Pour nous marxistes, c'est donc une franche canaille. Depuis 1871 en Europe, l'ère des guerres nationales progressives est terminée. Dans cette aire géographique, les rapports de production sont pleinement capitalistes et les guerres n'y sont plus que des produits du capitalisme. Dans ces circonstances, les prolétaires n'ont pas de patrie et les partisans de la défense nationale sont des bourreaux d'ouvriers. Rocard est de ceux-là. Bien sûr, il ne déclare pas tout crûment qu'il est pour la défense nationale, sans quoi il ne remplirait pas son rôle ; il lui faut prôner la défense nationale au nom de l'opposition au gouvernement, qui est, pour la circonstance, accusé de la saboter. La recette n'est pas nouvelle : il demande une défense nationale « véritable ». Comme il n'ose pas dire « pour une défense nationale socialiste », il dit « pour une défense nationale démocratique », puisque notre infâme époque a fait de ces deux mots des synonymes. Le résultat est le même et le seul accouplement des mots défense et nationale est une trahison. Nous savons bien aussi que notre petit monsieur s'est réservé une porte de sortie et qu'il nous opposera qu'il parle de la défense d'une « France socialiste ».

A ces arguments de tartuffe nous opposons deux choses. Premièrement, la conquête du pouvoir telle que l'entend Rocard, sans destruction violente de l'appareil d'Etat, ne changera pas le caractère bourgeois de la république française. Deuxièmement, la guerre que pourra entreprendre le prolétariat, tant offensive que défensive, n'aura aucun caractère national, puisqu'elle ne sera pas une guerre pour la constitution d'une nation ou pour l'extension de ses privilèges impérialistes, mais pour la destruction de la domination bourgeoise à l'échelle internationale. Enfin, s'il voulait éviter toute

équivoque, M. Rocard n'avait qu'à dire : nous sommes pour le défaitisme révolutionnaire. Il ne l'a pas dit, non parce qu'il ignorerait la position marxiste, lui qui pérorait sous les portraits de Marx et de Lénine, ni parce qu'il est un « socialiste naïf », mais bien parce qu'il se complait dans la vague politique nécessaire à la réalisation de ses desseins consciemment contre-révolutionnaires.

### Le P.S.U. face au P.C.F.

L'hypocrisie est un caractère politique ; dans le cas du P.S.U., elle est poussée à l'extrême, et ce cynisme extraordinaire n'est que le reflet de l'étroite marge de manœuvre dont dispose l'actuelle tentative de constitution d'une nouvelle social-démocratie pouvant contrebalancer le poids du P.C.F. Le P.C.F. est, lui, un parti de gouvernement. M. Marchais l'a déclaré récemment. Et avec la suffisance naïve des imbéciles qui croient tirer de leurs affirmations d'évidentes conclusions, il a ajouté : nous sommes un grand parti. Nous n'avons pas attendu les fanfaronnades de Marchais pour comprendre la nature du P.C.F., parti fondé sous les auspices de la canaille chauvine Cachin et qui, sous la direction de la canaille chauvine Thorez, remit les ouvriers au travail pour « reconstruire la France » à la fin de la seconde guerre impérialiste mondiale. Le P.S.U. est

au fond un parti de même nature que le P. C. F. ; c'est un parti d'opposition démocratique à la politique des monopoles. Mais c'est aussi pour l'instant un concurrent du P.C.F. et, qui plus est, un concurrent qui utilise des armes « déloyales » et « dangereuses ». En un sens, il adopte vis-à-vis du P.C.F. une attitude parallèle à celle qu'adopte la C.F. D. T. vis-à-vis de la C.G.T. Organisation syndicale la plus implantée dans le prolétariat, la C.G.T. a de grosses responsabilités. Dès qu'elle est obligée de suivre une vague de grèves qu'elle n'a pu contenir, elle doit se poser en défenseur de l'ordre, de peur de voir les coups de la bourgeoisie tomber sur ses organisations et aussi parce que ses dirigeants craignent la révolution comme le péché. Elle doit donc s'opposer au mouvement des ouvriers et affronter le plus souvent l'impopularité ; c'est alors que la C.F.D.T. sort de son trou et fait mine de s'opposer à la ligne capitalarde de la C.G.T. : son seul but est de se donner une teinte de « gauchisme » afin de récupérer quelques militants. Mais la C.F.D.T. n'est pas plus radicale que la C.G.T. et lorsque les ouvriers commencent à s'échauffer vraiment, les deux centrales ont vite fait de retrouver le chemin de l'unité contre leurs propres syndicats et l'ensemble des travailleurs.

Voilà le genre de concurrence que fait le P.S.U. au P.C.F. Vieille formation social-démocrate mâtinée de gauchisme naïf depuis 1968, mais où le cynisme réformiste encadre solidement la naïveté gauchiste, il est à la recherche d'une implantation ouvrière. Pour cela il lance campagne sur campagne en jouant les novateurs de la revendication, mais sans rien changer en fait aux vieilles recettes du type « contrôle ouvrier » depuis longtemps démasquées et réfutées par le courant marxiste.

(Suite page 4)

## LES LÈCHE-CULS DU FRONT UNIQUE

Alors que les bonzes syndicaux faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour saboter la grève Renault, alors qu'ils dépensaient toute leur énergie, non pas à organiser et diriger la lutte, mais à machander le prix de la défaite ouvrière, les matamores de l'O.C.I.-A.J.S., dont les rodomontades assourdissent les universités, n'ont rien trouvé de mieux que de diffuser le mardi 18 à Billancourt une « lettre ouverte au comité intersyndical » pour suggérer bien humblement à la bonzerie... d'organiser une manifestation aux Champs-Élysées. Voici comment l'O.C.I. s'adresse aux chiens de garde du capital :

« Camarades de l'intersyndical  
» Vous dirigez la grève  
» Vous dirigez notre mouvement  
» Nous ne contestons pas la responsabilité qui est la vôtre  
» Vous avez négocié  
» Dreyfus, dans la négociation, a bafoué les syndicats  
» Il est temps d'en finir  
» C'est pourquoi nous vous proposons qu'au meeting vous, camarades de l'intersyndical, unis, vous soumettiez au vote des travailleurs la résolution suivante : (suit la proposition de manifestation)  
» Voilà où mène la tactique trotskyste : à soutenir et à encenser, au nom du « front unique », ceux qui ne sont pas des « camarades » mais des traîtres, qui n'ont pas « dirigé » le mouvement, mais qui ont tout fait pour le saboter, ceux dont la seule « responsabilité » consiste à faire reprendre le travail aux ouvriers pour des miettes ; les communistes n'ont rien à « proposer » à de pareilles charognes, ils doivent les dénoncer sans relâche aux ouvriers jusqu'à ce que ceux-ci comprennent à quel point leurs véritables intérêts ont été trahis.  
» A force de s'aplatir au nom du front unique devant les réformistes et les traîtres dans le stupide espoir de les faire trebucher, les malheureux trotskystes de l'O.C.I. ont fini par trouver un emploi : celui de pailleçons de la bonzerie syndicale !

## REUNION PUBLIQUE A BORDEAUX

Le Vendredi 18 Juin, à 20 heures 30

202, Rue de Pessac

Qu'est-ce que le Parti Communiste International ?

# syndicat de classe

Supplément au "PROLETAIRE", Organe du Parti Communiste International

Correspondance : "le prolétaire" B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT

NUMERO SPECIAL

## A propos de la grève Renault

### LE RÉFORMISME A L'ÉPREUVE DES FAITS

La grève de Renault, tout comme les mouvements sociaux qui, depuis quelques années, éclatent un peu partout dans le monde, a une importance qui dépasse largement ses résultats matériels immédiats. Les orientations politiques et syndicales actuelles du mouvement ouvrier ont été mises à l'épreuve des faits. C'est en temps de guerre que les armées ont la possibilité matérielle de faire le bilan de leur direction. Faisons-le.

La direction actuelle du prolétariat est incontestablement représentée par le P.C.F. au niveau politique et par la C.G.T. sur le plan syndical. Tout comme la C.F.D.T. et F.O. d'ailleurs, ils soutiennent un programme réformiste : pour eux, l'émancipation prolétarienne ne peut se faire qu'au moyen du passage pacifique au socialisme, par la conquête parlementaire du pouvoir au moyen des élections, par la victoire de la fameuse « démocratie avancée ». Ils soutiennent que l'ordre actuel permet aux ouvriers de parvenir légalement au pouvoir et d'assurer leur bien-être, pourvu que l'économie soit rendue compétitive et gérée par les syndicats en collaboration avec le pouvoir « démocratique ». C'est un programme complet, « cohérent », auquel toute lutte du prolétariat doit être subordonnée. Le réformisme vole ainsi au marxisme révolutionnaire une de ses armes les plus puissantes : la liaison de tout intérêt immédiat au but final.

Le réformisme subordonne tout à la conquête parlementaire du pouvoir avec tout ce qu'il présuppose : responsabilité envers les institutions parlementaires et leur fonctionnement, responsabilité quant à la bonne marche de l'économie qui devra être gérée telle quelle par les syndicats.

Voyons comment se traduit cette orientation quand les conflits de classe exigent des actions concrètes de leur part.

A Renault, les bonzes syndicaux ont crié sur tous les tons qu'il fallait défendre l'usine, « notre usine », « notre outil de travail », sous prétexte qu'« un jour l'usine sera à nous, car un jour nous serons au pouvoir ». En même temps, ils proclamaient le plus sérieusement du monde que c'était le patronat qui bafouait les intérêts de l'entreprise. Les syndicats ont tiré leur conclusion : il fallait permettre que l'entreprise tourne dans la mesure du possible « contre la direction » et, non seulement ils ont permis que la maîtrise et des jaunes travaillent, surtout dans la section de fournitures et d'expédition (faisant ainsi écouler le stock gonflé de la Régie !), mais ils interdirent que les ouvriers les empêchent de travailler.

Séguy, lui, en a tiré les conclusions générales : « Nous ne voulons pas de nouveaux mois de Mai. Nous sommes prêts à faire face à toute aventure

qui amènerait le pays au désordre... » Et le sinistre Marchais ajoutait au niveau politique : « nous sommes un parti responsable, un parti de gouvernement ».

C'est clair : si la grève n'est plus pour ces Messieurs une arme pour la lutte, mais une nécessité malheureuse qui met en cause l'économie nationale, si la grève n'a plus pour résultat de préparer l'union grandissante des travailleurs vers la révolution, alors il faut condamner toute « aventure », toute lutte décidée parce qu'elle compromettrait la perspective lointaine du réformisme : l'union grandissante des « forces de gauche » vers la relève parlementaire qui assurera, d'une part leur entrée au gouvernement et de l'autre l'essor d'une industrie nationale compétitive. C'est ainsi qu'au déclenchement spontané des grèves dans la métallurgie et dans les transports, la C.G.T. et le P.C.F. ont riposté... en criant aux provocateurs.

Ainsi, la lutte de classe est reniée et réduite à « l'ouverture des négociations », l'union grandissante des travailleurs est délogée par la défense des intérêts de catégorie, quand ce n'est pas ceux des ouvriers d'un atelier ou d'une usine ; les objectifs unitaires sont remplacés par le respect de la division que le capitalisme provoque naturellement parmi les travailleurs avec sa grille de salaires, ses primes, etc. ; l'union dans la lutte est remplacée par l'union dans les urnes un « beau dimanche électoral » ; le syndicat n'est plus l'organisation de défense générale des intérêts de la classe ouvrière, mais un organisme d'intérêt public.

Ce que fait la C.G.T. sur le terrain économique, le P.C.F. le fait sur le terrain politique : de même qu'on ne peut pas toucher aux intérêts sacrés des entreprises capitalistes parce qu'elles seront un jour « nos » entreprises, on ne peut pas lutter contre l'Etat parce qu'il sera un jour « notre » Etat.

\*\*

Le marxisme révolutionnaire, le seul et véritable communisme, prétend lui aussi lier la lutte immédiate et les objectifs des ouvriers à son but final : la destruction de l'Etat capitaliste et l'instauration de la dictature prolétarienne sur la base des ouvriers en armes ; la destruction de l'économie capitaliste

« Ceux qui supportent tant de misère pour briser la résistance d'un seul bourgeois sauront briser la résistance de la bourgeoisie tout entière. »

ENGELS

fondée sur l'autonomie des entreprises, le salariat, le profit, le marché. C'est pour cela que le communisme, quant à lui, ne peut que mettre en avant des objectifs unitaires qui rendent possible l'union grandissante des travailleurs dans la lutte contre tous les intérêts de la société bourgeoise, de son économie et de son Etat. Il dénonce tout ce qui l'entrave, il met en avant tout ce qui la rend possible.

Le réformisme a toujours dénoncé dans le communisme son programme « abstrait », non « réaliste », « romantique », tandis que lui serait par contre « concret ». Cette accusation portée contre le marxisme révolutionnaire pouvait avoir quelque apparence de vraisemblance tant qu'il s'agissait des périodes d'accalmie sociale : les élections, c'est « sûr », « tangible » ; les bulletins de vote, cela se compte, tandis que la lutte, elle, « on ne la voyait pas » et ils pouvaient dire que les ouvriers « n'en voulaient pas ». Aujourd'hui, le « n'en veulent pas » s'est rapidement transformé en « ne doivent pas ». Aujourd'hui, leur « réalisme » s'est transformé en quelque chose d'abstrait : la recherche fébrile d'une majorité parlementaire à laquelle sont sacrifiés les intérêts bien concrets et matériels de la lutte ouvrière actuelle, le sens de la responsabilité et du respect de l'économie bourgeoise et des institutions parlementaires contre la perspective de nouveaux mois de Mai, la négociation future à la place de la lutte d'aujourd'hui, les promesses (?) de 40 heures en trois ans à la place de la lutte pour les 40 heures tout de suite. Bref, le rôle antiprolétarien du réformisme est là : il sacrifie les in-

(Suite page 3)

## Toujours la chasse aux "provocateurs"

« Evitons les provocations, d'où qu'elles viennent » : tel est le maître-mot des dirigeants syndicaux traités, dès que la classe ouvrière entre en lutte contre le capitalisme. C'est ce que l'on a vu une fois de plus au cours de la grève Renault. En dénonçant les ouvriers les plus combattifs comme des « provocateurs », en se déclarant « contre toute violence », en faisant tout pour démoraliser et briser le mouvement, les « responsables » syndicaux se montrent bien pour ce qu'ils sont : les agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat.

Il s'agit là, bien qu'ils se soient efforcés quelque temps de le masquer, d'une attitude politique, commandée par une vision politique, qui est celle de l'opportunisme. Le P.C.F. et les dirigeants syndicaux agissent de concert pour enfermer les ouvriers dans une lutte purement défensive sur le plan économique, purement pacifique et électorale sur le plan politique. Ils essaient ainsi de leur faire oublier que la première violence, c'est celle que le capital exerce sur leur dos tous les jours en les exploitant. Ils essaient de leur cacher que le jour où l'antagonisme des deux classes ennemies, la bourgeoisie et le prolétariat, se sera aiguisé sous l'effet des contradictions croissantes du capitalisme, la lutte de classe deviendra nécessairement conflit armé et seule la violence de classe permettra au prolétariat de briser ses chaînes, de prendre le pouvoir, puis de le défendre.

Le moment n'est pas encore venu de l'affrontement direct entre la classe ouvrière et l'Etat capitaliste. Nous n'en sommes qu'aux escarmouches. Mais dans les périodes de révolution comme de contre-révolution, l'opportunisme ne change pas de nature. Les opportunistes du P.C.F. actuel, « parti d'ordre », « parti de gouvernement » (selon la définition même de M. Marchais), sont les héritiers des « socialistes de gouvernement » que dénonçait Lénine il y a cinquante ans. Nul doute que lors de la prochaine reprise des luttes, ils ne fassent la preuve de leur appartenance à la lignée des Noske et des Scheidemann, ces assassins de l'insurrection ouvrière de Berlin en 1919.

Le programme communiste non plus n'a pas changé. Il est toujours la lutte à mort contre le capitalisme et ses laquais, pour la dictature du prolétariat sur les classes vaincues, vers l'abolition des classes, le communisme. Aussi, aujourd'hui, n'avons nous rien à ajouter au « Manifeste de l'Internationale Communiste » qui, en 1920, dans un moment où la lutte révolutionnaire était à l'ordre du jour à l'échelle internationale, répondait avec une ironie méprisante aux opportunistes de l'époque, qui accusaient les révolutionnaires de « provoquer » les représailles de la bourgeoisie contre les ouvriers. Que les prolétaires d'aujourd'hui s'en souviennent pour leurs luttes actuelles comme pour la révolution future !

« Les socialistes de gouvernement de tous les pays ont eu beau coup de raisons pour accuser les communistes de provoquer, par leur tactique intransigeante, l'activité de la contre-révolution dont ils contribuent à resserrer les rangs. Cette accusation politique n'est autre chose qu'une réédition tardive des plaintes du libéralisme. Ce dernier, précisément, affirmait que la lutte spontanée du prolétariat pousse les privilégiés dans le camp de la réaction. C'est une vérité incontestable. Si la classe ouvrière ne s'attaquait pas aux fondements de la domination de la bourgeoisie, celle-ci n'aurait pas besoin de répressions. L'idée même de contre-révolution n'existerait pas si l'histoire ne connaissait pas de révolution. Si les insurrections du prolétariat entraînent fatalement l'union de la bourgeoisie pour la défense et la contre-attaque, cela ne prouve qu'une chose : c'est que la révolution est la lutte de deux classes irréconciliables, qui ne peut aboutir qu'au triomphe définitif de l'une sur l'autre. Le communisme récuse avec mépris la politique qui consiste à maintenir les masses dans une stagnation en leur faisant redouter la massue de la contre-révolution. »

(« Manifeste du 2<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste », 1920)

## RENAULT - LE MANS

### La magnifique lutte des travailleurs sabotée par la direction syndicale

Il y a deux mois, la plupart des syndicats signaient avec la direction de la Régie un contrat valable pour tous les travailleurs de l'entreprise... La direction de la C. G. T. a ainsi jeté son masque : elle a bien montré à cette occasion qu'elle espérait bien jouer le jeu du capitalisme en tenant le rôle d'entremetteur, toujours prêt à marchander la lutte la plus déterminée contre quelques centimes d'augmentation. En fin de compte, la « nouvelle société de Chaban-Delmas, la « participation » et la « concertation » chères aux gaullistes n'ont pas trouvé de meilleur défenseur que la direction de la C. G. T., aux mains de ces opportunistes dont Lénine disait qu'ils sont « les agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat ».

Si la C. G. T. se satisfait des miettes que le capitalisme lui accorde pour prix de sa franche collaboration à la politique « contractuelle », il n'en est pas de même des travailleurs, comme le montre la lutte résolue menée pendant quatre semaines par les 80 O. S. de l'atelier F. F., qui revendiquaient une augmentation des salaires et une refonte de la grille. Pendant quatre semaines, la C. G. T. et la C.F.D.T. ont laissé ces travailleurs dans l'isolement ; c'était une lutte « clandestine, puisqu'aucune publicité ne lui a été donnée à l'époque par les syndicats. On peut déduire de l'attitude de la C.

G. T. que ce qu'elle craignait par dessus tout, c'était l'extension de cette grève. En effet, le contrat qu'elle venait de signer allait tout à fait à l'opposé des revendications des O. S. de l'atelier F. F. : aucune amélioration substantielle n'était prévue, ni aucune réduction de l'éventail hiérarchique (pas de refonte de la grille). Dans ces conditions, soutenir ces revendications et étendre la lutte, c'était, pour la C. G. T., désavouer sa signature ; tout s'est donc passé comme si elle avait peur de se déconsidérer aux yeux de la direction.

Il faut choisir : collabora-

### Le sabotage "démocratique"

Judi 29 avril, l'atelier F. F. n'est plus seul dans la lutte. Pour suppléer à la désertion totale des syndicats, tous les O. S., spontanément, cessent le travail. Le mouvement s'amplifie dans la journée, les O. P. et les mensuels rejoignent les O. S. A 17 heures la grève illimitée est décidée, avec occupation des locaux. Le travail a complètement cessé. La principale revendication unitaire est : « pas d'indice inférieur à 150 ». Il est trop tard pour camoufler le mouvement... on peut toujours essayer de le désamorcer. « On » va s'en occuper le lendemain.

Vendredi 30 avril, alors que tous les ouvriers sont en grève et occupent les locaux, les bonzes syndicaux, qui ont été surpris par la détermination et l'ampleur du mouvement, distribuent un tract déconseillant la grève illimitée et proposant d'autres moyens d'action : « la grève illimitée

(Suite page 3)

### PERMANENCES DU PARTI

● A PARIS : Tous les jeudis, de 19 heures à 22 heures ; les samedis 12 et 26 juin, de 15 heures à 19 heures ; les dimanches 6 et 20 juin, de 10 heures à 12 heures, au siège du "prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobelin.

● A MARSEILLE : Tous les samedis, de 15 heures à 19 heures, au siège du "prolétaire", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>me</sup> étage).

● A SAINT-ETIENNE : Tous les jeudis, de 18 heures à 20 heures, au "Cercle pédagogique", 90 bis, boulevard Valbenoite.



